

Comment va l'économie américaine après quatre ans de Trump ?



En novembre 2016, Donald Trump, milliardaire new-yorkais républicain, a battu Hillary Clinton dans la course à la Maison Blanche. Pendant quatre ans, l'ancien président américain a mené des réformes et une politique très controversées, nationalement comme mondialement. Il a cependant été battu lors des élections du 3 novembre dernier que Joe Biden, ancien vice-président de Barack Obama, a remportées grâce aux votes de 306 grands électeurs. Il dirigera donc à compter du 20 janvier 2021 le pays pendant les quatre prochaines années.

Pendant son mandat, Donald Trump a tenté de mener à terme ses projets, notamment en matière d'économie. Nous pouvons donc nous interroger sur le bilan de la politique économique trumpiste. Celle-ci est marquée par deux grands axes. Le premier réside dans la politique protectionniste qu'a adoptée Donald Trump. Elle consiste à protéger les producteurs nationaux de la concurrence étrangère. Pour cela, l'ancien président des Etats-Unis, reprenant le slogan « *America First* » (« *l'Amérique d'abord* »), a augmenté les taxes sur des milliers de produits importés comme l'acier, les disques durs, les moteurs électriques, les olives, les machines à laver, les yaourts, le vin etc... afin de favoriser les entreprises américaines. De plus, il a dénoncé les principaux traités commerciaux américains avec le Canada et le Mexique (NAFTA), l'Asie (TPP) et l'UE (TAFTA).

La politique économique de Donald Trump connaît des succès, particulièrement pour le chômage puisque l'on observe que le taux de chômage américain est descendu à 3,6% en avril 2019, ce qui n'était jamais arrivé depuis 50 ans. Donald Trump se réjouissait alors: « *Nous avons les meilleurs chiffres pour l'emploi de toute l'histoire.* » Cette baisse, qui avait déjà été enclenchée par Barack Obama lors de sa présidence, a été accentuée d'environ 0,5% par Donald Trump qui a dopé la croissance et la demande, grâce à des réductions d'impôts. Donald Trump a effectivement fait adopter fin 2017 la plus grande baisse d'impôts jamais appliquée aux Etats-Unis depuis trois décennies. L'impôt sur le bénéfice des entreprises est alors passé de 35 à 21%, pendant que les familles, elles, ont bénéficié d'une baisse de 8% en moyenne. La forte baisse de l'impôt sur les entreprises a par conséquent contribué à une hausse de la valeur des entreprises à New York : jusqu'à +22% de l'indice *Dow Jones* fin

2019. L'indice Dow Jones est le principal indice boursier de la Bourse de New York (Wall Street). Il regroupe les valeurs des 30 entreprises ayant le plus fort potentiel en Bourse, telles que Boeing, American Express, Apple etc. Créé en 1886, il est le plus vieil indice boursier au monde. Finalement, pour la première fois depuis 2013, le déficit commercial a un peu baissé en 2019, de -1,7%. Cela correspond au résultat des mesures de protectionnisme de Donald Trump, qui se surnomme d'ailleurs « *Tariff Man* » (« *Monsieur taxes douanières* ») pour avoir augmenté les taxes à l'importation. La Chine, un des pays avec lequel les Etats-Unis ont le plus gros déficit commercial (environ 294 milliards d'euros en 2019), a subi une hausse de 25% des droits de douane sur des milliers de produits, tels que le textile, les motos, tracteurs etc. Les importations en provenance de Chine ont ainsi chuté d'environ 16% de 2018 à 2019. Toutefois, ces mesures protectionnistes ont aussi provoqué une perte globale du pouvoir d'achat d'environ 43 milliards d'euros pour les Américains, contraints d'acheter des produits plus chers.

L'économie avec Donald Trump a également connu des échecs, en particulier au niveau du déficit budgétaire et de la dette publique. L'ancien président, qui avait fait une promesse choc en mars 2016, celle d'éliminer l'intégralité de la dette publique des Etats-Unis en huit ans, n'a pas réussi à la tenir. En effet, sur les trois dernières années du mandat Obama, le déficit était d'environ 1 030 milliards d'euros, alors que sur les trois premières années du mandat Trump, il a atteint les 2 060 milliards d'euros. Outre cela, une hausse des inégalités se fait ressentir aux Etats-Unis. Amorcée en 2014, la baisse du taux de pauvreté a atteint en 2019 son plus bas niveau depuis 60 ans. Pourtant, les inégalités se sont creusées sous la présidence Trump, car la réforme fiscale a surtout profité aux plus riches. De surcroît, la pandémie mondiale de la Covid-19 a eu un énorme impact sur l'économie américaine, notamment sur le chômage, sur le déficit et sur la dette du pays.

Gianmarco Monsellato, Nicolas Goetzmann, Elvire Fabry et Robert Bell s'expriment chacun dans des tribunes publiées le 23 octobre 2020 dans *Le Monde* sur l'économie américaine pendant la présidence Trump ainsi que sur les conséquences de sa politique.

Gianmarco Monsellato, avocat, explique comment Donald Trump a fait de l'impôt sur les entreprises une nouvelle arme géopolitique.

L'avocat affirme que les conséquences de la politique trumpiste se feront longtemps ressentir. L'ancien président américain a véritablement effectué des changements dans la politique de son pays, surtout au niveau économique et plus précisément fiscal qui, au sens de l'auteur, est devenu un levier géopolitique. La réforme fiscale mise en place par Trump, mais très largement préparée sous la présidence d'Obama, est considérée par l'auteur comme un « *basculement dans un nouvel ordre économique* ». Elle aurait assurément créé un protectionnisme moderne autour des Etats-Unis puisque les taxes sur les importations ont très largement augmenté. Cela va à l'encontre des politiques fiscales adoptées jusque-là. Depuis la présidence de Kennedy, les entreprises américaines étaient très largement incitées à s'internationaliser afin de créer ce que Kennedy appelait « *l'empire économique américain* ». Les entreprises qui réussissaient à s'imposer dans d'autres pays, et donc à minimiser leurs impôts dans ce pays, n'avaient plus d'impôts à payer aux Etats-Unis. Par conséquent, les

entreprises qui s'internationalisaient étaient favorisées au niveau des impôts américains par rapport aux entreprises exerçant exclusivement aux Etats-Unis. Ainsi, les firmes multinationales comme Apple, Google etc. étaient exonérées d'impôts aux Etats-Unis.

Néanmoins, depuis le début du XXIème siècle la création d'emplois aux Etats-Unis devient une priorité. Ainsi, la politique de Trump est « *investissez aux Etats-Unis et non à l'étranger* ». Cette politique se traduit par une réforme fiscale qui impose aux entreprises américaines ayant des filiales à l'étranger de payer plus d'impôts que celles opérant seulement sur le territoire national. Ces entreprises payent donc un taux réel de 23% ou même davantage, au lieu de 21%. Cette nouvelle règle est nommée « *Gilti* », ce qui phonétiquement signifie « *coupable* » en anglais. De plus, les entreprises américaines sont fortement incitées à prendre des travailleurs américains puisqu'elles ne payeront que 13% sur les bénéfices qu'elles obtiendront, contrairement aux entreprises employant des actifs localisés dans d'autres pays, qui payent près de 25% de taux réel. Cette règle appelée « *Beat* » ce qui veut dire « *battre* » en français est également très symbolique puisque le but est bien de combattre des concurrents étrangers. L'auteur affirme ainsi que pour les entreprises seulement localisées aux Etats-Unis, le pays est devenu un « *paradis fiscal* ». Par cette réflexion, il se questionne sur la conception de la fiscalité en France, qui ne ressemble guère à celle de l'ancien président Trump.

Ce « *protectionnisme moderne* » créé par l'administration Trump devrait être renforcé sous la présidence de Biden, qui a prévu d'augmenter le taux d'impôt sur les sociétés pour le passer à 28%. C'est pourquoi il ne s'agit plus de « *taxer les investissements à l'entrée, mais au contraire, de les encourager en les taxant moins, tout en taxant plus fortement les investissements sortants* ». Pour l'auteur cette politique économique « *n'est plus une barrière à l'entrée, mais une barrière à la sortie* ». En effet, les entreprises sont fortement incitées à ne pas quitter leur pays d'origine.

En définitive, Gianmarco Monsellato qualifie la fiscalité de l'administration Trump d'« *isolationniste* » car « *elle refuse d'accepter le compromis international que propose l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), consistant à taxer davantage les entreprises sur les lieux des marchés de consommation* ». Cette politique, a priori semblable à celle de Biden, impose aux Européens d'accepter et soutenir les idées des Américains afin de pouvoir compter sur eux pour de prochains accords par exemple. L'auteur relève pourtant un point positif de cette politique fiscale américaine. En effet, pour lui, l'Union Européenne ne devra plus autant faire face à de la compétition et concurrence fiscale et sera libre d'imposer ses règles sur son territoire.

L'auteur termine en expliquant que face à cette nouvelle politique, l'union des pays de l'UE est réellement nécessaire afin de pouvoir s'opposer aux deux géants mondiaux : les Etats-Unis et la Chine. Il conclut en disant que « *l'histoire dira peut-être que Donald Trump aura finalement contribué à la construction européenne...* »

Dans une deuxième tribune publiée, Nicolas Goetzmann, économiste et responsable de la recherche et de la stratégie macroéconomique à la Financière de la Cité, dresse un bilan des actions de la présidence, du Congrès et de la Réserve fédérale américains, notamment en lien avec la crise économique mondiale qu'a engendrée la Covid-19.

Tout d'abord, l'auteur explique que la croissance économique américaine pourrait, malgré la crise sanitaire, reprendre complètement d'ici fin 2020. Certains économistes anticipent même un taux de croissance de 1% pour l'année 2020, alors qu'en Europe, les estimations annoncent une chute du PIB d'environ 8%. Ces résultats ne sont d'après l'économiste pas le fruit du hasard mais sont les conséquences des décisions prises par le gouvernement américain. Les Etats-Unis ont en effet très vite réagi face à la potentielle crise économique qui se préparait, ce qui leur a permis de l'amorcer. La Banque Centrale Américaine a de fait enclenché son plan de relance dès le 3 mars 2020, avant qu'un « *soutien illimité* » ne soit décidé le 22 mars. Cinq jours plus tard, le président des Etats-Unis Donald Trump signait le « *Coronavirus Aid, Relief and Economic Security Act* », approuvé par le Congrès pour plus de 2 200 milliards de dollars. Sur le plan social, le gouvernement américain a pareillement réagi rapidement, ce qui a permis une « *bonification des allocations-chômage pour un montant de 600 dollars par semaine pendant quatre mois - prolongé de 300 dollars pendant six semaines* ». De plus, un « *envoi direct de chèques de 1 200 dollars aux individus dont les revenus sont inférieurs à 75000 dollars par an* » a été effectué. Cela a eu pour conséquence qu'en avril 2020, les revenus américains ont été les plus hauts de l'histoire, « *soit +10,5%* », et fin août, « *les revenus de l'année 2020 étaient encore plus élevés de 4% que ceux de 2019.* » Les autorités américaines ont en définitive mis en place des stratégies pour soutenir la croissance américaine. Ainsi, le taux de chômage qui était monté jusqu'à 14,7% au mois d'avril 2020, est retombé à 7,9% au mois de septembre. « *Selon les prévisions des gouverneurs, la fin de l'année 2020 devrait voir le taux de chômage diminuer encore pour se situer entre 6,5% et 8%* », explique l'auteur.

Nicolas Goetzmann explique dans sa tribune en outre que, pour lui, la réponse de l'Union Européenne face à la crise sans précédent du Covid-19 par sa tardiveté, n'était pas forcément adaptée afin de gérer la crise économique. C'est effectivement seulement le 21 juillet, qu'un plan budgétaire de 750 milliards d'euros naît. De surcroît, même si « *le continent européen a pour le moment réussi à ne pas répéter ses erreurs passées* », il n'a cependant pas réussi à « *convaincre sur sa capacité à répondre à une crise d'une nature exceptionnelle* », puisque selon la Banque Centrale Européenne, l'inflation en zone euro ne sera que de 1,3% en 2022 ce qui est la conséquence d'une baisse significative de la demande. Pour l'économiste, la « *culture de stabilité* » que prône l'Union Européenne a conduit à une perte de 30% du poids économique mondial de la zone euro au cours des douze dernières années. Les Etats-Unis au contraire, « *lancés dans une stratégie d'économie à haute pression* », ont su consolider leur position à 25% du PIB mondial.

Elvire Fabry, politiste et chercheuse à l'Institut Jacques-Delors, explique dans une troisième tribune comment le combat contre la Chine a influencé et bouleversé la politique économique américaine.

L'auteure relève pour commencer le « *réveil stratégique des vieilles puissances industrielles face à la Chine* » qu'a suscité Donald Trump pendant sa présidence. Il a en effet réussi à obtenir un soutien de taille des républicains comme des démocrates ainsi que des Européens, de l'Australie et d'autres pays qui ont considérablement réduit leur dépendance à la Chine. Alors que Barack Obama avait entamé à travers l'Organisation Mondiale du Commerce une politique économique contre la Chine, en déposant un grand nombre de

plaintes « *contre les pratiques commerciales déloyales* » de ce pays, Donald Trump a lui « *opté pour la voie unilatérale et l'agressivité* ». Sous la présidence Obama, les droits de douane avaient augmenté sur 7% des importations de biens chinois. Trump a, lui, imposé « *70% de ces importations avec, en moyenne, près de 20% de droits de douane* ».

Néanmoins, d'après la politiste et chercheuse, la politique de Trump face à la Chine ne pénaliserait pas seulement les pays exportant le plus vers les Etats-Unis, mais aussi les entreprises américaines, « *qui sont exposées à un coût prohibitif d'importation* ». Par conséquent, plusieurs secteurs sont impactés comme la sidérurgie, par exemple. L'auteure explique que c'est « *le secteur des services qui continue de stimuler la croissance américaine* ».

On remarque finalement qu'un paradoxe naît de la politique économique américaine puisqu'elle pourrait accélérer le développement de la puissance chinoise. En effet, l'économie chinoise se recentrerait ainsi davantage sur sa consommation intérieure. La Chine réduirait un peu plus encore sa dépendance à l'égard des importations de technologies étrangères, en subventionnant plus activement le développement de la production au sein du pays. La politique de Biden ne devrait toutefois pas changer beaucoup de choses. Même s'il pourrait se montrer plus ouvert à une coopération internationale, « *le désengagement des chaînes de production chinoises resteraient de mise* ». Ce qui distinguera en réalité la politique commerciale de Joe Biden de celle de Trump, sera sans doute son engagement en faveur de la lutte contre le réchauffement climatique. De fait, le nouveau Président des Etats-Unis devrait faire passer un bien public mondial avant « *America First* ».

C'est de la politique en termes d'énergies renouvelables du nouveau Président des Etats-Unis qu'il est question dans une quatrième et dernière tribune de Robert Bell. Ce professeur de management a présidé le département de finance et de management au *Brooklyn College (City University de New York)*. Dans cette tribune, il avertit les Européens sur la capacité des Américains à mobiliser technologies et investissements pour les devancer dans la course aux énergies renouvelables car Joe Biden aurait un plan économique plus conséquent que celui de l'Union Européenne.

Les Etats-Unis ont dans l'histoire lancé deux guerres contre l'Irak motivées par le pétrole. Par la suite, Obama, qui avait mené sa campagne sur le verdissement de l'économie, a poussé le développement de la fracturation hydraulique. Donald Trump, quant à lui, a tenté de relancer le charbon et a lui aussi favorisé l'industrie de la fracturation. Cela a conduit à des endettements massifs puisque la Russie et l'Arabie Saoudite se sont lancés une guerre de prix, faisant baisser les cours du brut. La pandémie du Covid-19 a finalement renforcé la faillite de la plupart des « *frackers* ». « *Les Etats-Unis ont-ils épuisé toutes les possibilités ?* » C'est ce que se demande l'auteur. La politique de Biden est de fait très différente de celle de ses prédécesseurs puisqu'il compte mettre en place un plan afin de parvenir à une neutralité carbone du secteur électrique d'ici 2035. Pour l'auteur, cela implique que les Etats-Unis vont « *recupérer les brevets, les marchés, et devenir le leader incontesté dans le domaine des énergies renouvelables, comme ils l'ont fait avec le numérique il y a trente ans* ». L'Europe devrait néanmoins réussir à gagner la compétition puisqu'elle possède des entreprises dominant le marché mondial. Les Etats-Unis étant « *entravés par leur industrie pétrolière* », certaines entreprises américaines, comme ExxonMobil et Chevron, ne sont pas prêtes à faire

des efforts afin d'investir dans le renouvelable, contrairement à des entreprises européennes comme Total.

Malgré cela, pour l'auteur, « *ce sont les Etats-Unis qui vont probablement encore gagner la course* », puisque les Etats-Unis, comme on l'a entre autres vu à travers le numérique, représentent « *le berceau de l'esprit d'entreprise et du capital-risque* ». La concurrence américaine est donc à prendre au sérieux par les Européens.

L'auteur propose finalement plusieurs solutions pour l'Europe afin d'être économiquement indépendants et de résister face à la concurrence américaine. Tout d'abord, il faut « *encourager l'esprit d'entreprise en utilisant la fiscalité* ». Pour cela, il explique que l'épargne privée étant abondante, « *les investissements dans le renouvelable devraient être totalement exonérés d'impôts pendant un certain nombre d'années* ». Ensuite, Biden proposant 2000 milliards de dollars pour sa transformation énergétique, l'Union Européenne devrait « *engager un montant similaire* » qui permettrait « *d'encourager des investissements privés dix à quinze fois plus importants* ».

Pour conclure, nous pouvons finalement dresser le bilan des quatre années sous la présidence de Trump. Tenant la plupart de ses promesses de campagne, l'ancien Président des Etats-Unis a continué de relancer l'activité dans un pays qui était déjà dans une situation très favorable.

Hormis une dette publique abyssale et un déficit commercial considérable, l'économie américaine semblait en effet au beau fixe fin 2019 : un marché du travail au plein-emploi avec un taux de chômage de 3,5 %, une part des ménages sous le seuil de pauvreté qui atteint son plus bas niveau historique (10,5 % au niveau fédéral). Cependant, les bons résultats économiques observés en 2019 sont à nuancer, puisqu'ils ne sont que partiellement liés à la politique de Donald Trump dans la mesure où les indicateurs précédents n'ont fait que poursuivre une tendance acquise sous Barack Obama. En revanche, la nouvelle politique fiscale, de par son caractère non redistributif, peut expliquer la poursuite de la hausse des inégalités.

Certaines décisions du président se sont par ailleurs révélées à double tranchant pour l'économie américaine, comme la hausse des droits de douane qui affecte les activités des importateurs de produits chinois, en particulier dans le secteur de l'habillement et de l'électronique, et menace notamment les petites enseignes dont certaines se sont vues contraintes d'augmenter leurs prix de vente ou de réduire leur gamme.

Le bilan économique des années Trump, qu'il résulte ou non de sa politique, n'est donc pas sans ambiguïté. Or, l'épidémie de Covid-19 a effacé la plupart de ce qui pouvait être considéré comme ses meilleurs résultats, avec notamment une remontée spectaculaire du chômage qui atteint 14,7 % en mai 2020 avant de retomber à 7,9 % en septembre, mais avec une forte hausse de l'inactivité.

Au-delà du bilan économique, la tonalité du discours de Donald Trump a contribué à accroître les divisions existantes au sein de la société américaine. C'est donc une Amérique plus que jamais fracturée qui a voté par correspondance ou de façon anticipée à la présidentielle du 3 novembre dernier.

Aurore MORENO (Terminale 11), le 2 décembre 2020